



BÜLTEN BULLETIN

**İFO-TÜRK AJANSI
INFO-TÜRK AGENCY
AGENTSCHAP INFO-TÜRK
AGENCE INFO TÜRK
INFO-TÜRK AGENTUR**

COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SQUARE CH.M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL 2198
COMPTE DE BANQUE: BBL 310-0148714-02

PERIODIQUE MENSUEL
4ème année - février 1980
Français 40
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB

RESISTANCE LEGITIME ET HEROIQUE DES OUVRIERS D'IZMIR

IZMIR (ITA) - Le Gouvernement Demirel entama un nouvel assaut contre la population ouvrière de Turquie en lançant les forces armées contre plus de dix mille ouvriers à Izmir et en étendant la loi martiale à cette ville égéenne.

De nombreux journaux européens et des agences de presse internationales interprétèrent mal la résistance active des ouvriers d'Izmir aux forces gouvernementales en la considérant comme la répétition générale d'une insurrection visant à renverser le gouvernement et à installer un régime de gauche ou du type Khomeiny.

En fait, cette résistance était une défense légitime des ouvriers qui étaient soumis à un triple outrage de la part du gouvernement par:

1. Le remplacement de tous les ouvriers **et employés progressistes** des institutions et entreprises étatiques par des militants et sympathisants du parti de droite, le Parti de la Justice (AP) et du parti fasciste, le Parti d'Action Nationaliste (MHP);
2. La mise en pratique de nouvelles mesures d'austerité économiques qui frappent les ouvriers et les employés;
3. L'adoption de nouvelles lois répressives visant à restreindre et même à supprimer des libertés et droits fondamentaux.

Le remplacement d'éléments progressistes par d'autres, réactionnaires, avait déjà commencé juste après la formation du Gouvernement Demirel dans les ministères et autres départements d'état. Tous les gouverneurs, chefs de la police, directeurs et administrateurs avaient été soumis à ce remplacement.

Plus tard, ce fut le tour des niveaux inférieurs, et la nouvelle administration du complexe agro-industriel étatique TARIŞ à Izmir fit connaître par des annonces dans les journaux que onze mille ouvriers des trois usines de ce complexe étaient congédiés.

Une opération aussi inhumaine aurait créé des réactions violentes n'importe où dans le monde. Mais, en plus de la gravité de ces mesures en elles-mêmes, il y avait un autre point qui rendit la situation tout à fait intolérable:

En Turquie, il n'existe aucun système de sécurité sociale en cas de chômage. Cela signifie que, si un ouvrier est renvoyé de son travail, il (ou elle) et sa famille seront condamnés à une misère totale. Il faut rappeler

aussi que la proportion du chômage complet soit de 20% en 1979. En considérant aussi que le sous-emploi frappe encore 20% de la population active, près de quatre citoyens turcs sur dix sont pratiquement privés du minimum vital.

Le second élément qui incita les ouvriers à résister aux forces gouvernementales étaient les nouvelles mesures d'austérité proclamées le 25 janvier 1980 par le gouvernement sous la pression du FMI. A la suite de la nouvelle dévaluation d'environ 35% et de la hausse des prix, environ 100% sur les marchandises essentielles de consommation et les services publics, l'inquiétude et la colère parmi la population ouvrière atteignit un poin explosif.

De plus, sur la proposition du gouvernement Demirel, le Parlement avait commencé à faire passer les lois anti-démocratiques visant à restreindre les libertés et droits fondamentaux.

C'est pour ces trois raisons que les masses d'ouvriers et de paysans eurent recours à une résistance passive et même active partout en Turquie. Les syndicats affiliés à la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) et même ceux qui étaient membres du centre syndical pro-gouvernemental se mirent en grève. Les paysans occupèrent des lieux de travail publics et les passagers utilisèrent les transports publics sans payer de ticket.

C'est dans ces circonstances que les onze mille ouvriers du TARIŞ occupèrent les trois usines d'où ils avaient été congédiés.

Soutenant cette résistance, la DISK annonça une grève générale et organisa un rassemblement de masse à Izmir. Les étudiants de l'Université Egéenne eurent recours aussi à un boycott pour manifester leur solidarité avec les ouvriers.

Sur ce, le gouvernement envoya contre les ouvriers plus de dix mille hommes de troupes de commando soutenus par des véhicules blindés, des hélicoptères et des avions. Dans le but de se défendre, les ouvriers dressèrent des barricades devant les unités de commando et de



"LOUPS GRIS" APPELENT A LA GUERRE SAINTE

L'organe de presse du syndicat allemand des ouvriers métallurgistes (IG Metall) a publié un rapport d'ensemble sur la stratégie et les tactiques des Turcs d'extrême-droite dans la République Fédérale d'Allemagne (Metall, No.2, du 23 janvier 1980).

Sous le titre de "Les Loups Gris appellent à la guerre sainte", l'article, partant du fait qu'un membre turc de l'IG Metall, Celalettin Kesim, a été assassiné le 5 janvier 1980 par des agresseurs d'extrême-droite à Berlin, attire l'attention sur d'autres incidents sanglants provoqués et perpétrés par les "Loups Gris" en Allemagne.

Selon le Metall, toutes les activités des fascistes turcs en Allemagne sont dirigées par la Türk-Federasyon, qui a son siège à Francfort. Le Président, Serdar Celebi et le Secrétaire Général, Ramazan Öz sont membres du parti turc néo-fasciste du Colonel Turkes. Les possibilités financières de cette organisation sont fournies par les fraudeurs de drogue ainsi que par les propriétaires de "night clubs".

+++++
 706 ASSASSINATS POLITIQUES +
 DANS LA PERIODE DE 3 MOIS +
 DU GOUVERNEMENT DEMIREL +

(1) Du 13/11/79 au 18/1/80 +

(2) Du 19/1/80 au 17/2/80 +

(3) Totalité de 3 mois +

PROVINCES (1) (2) (3) +

PROVINCES	(1)	(2)	(3)
ADANA	23	19	42
ADIYAMAN	3	1	4
AFYON	-	1	1
AMASYA	2	1	3
ANKARA	49	22	71
ANTALYA	8	4	12
ARTVIN	5	2	7
AYDIN	4	-	4
BALIKESİR	1	-	1
BURSA	12	1	13
ÇORUM	1	-	1
DENİZLİ	2	-	2
DİYARBAKIR	10	6	16
EDİRNE	2	1	3
ELAZIG	6	1	7
ERZURUM	2	1	3
ESKİŞEHİR	10	1	11
GAZİANTEP	23	16	39
GİRESUN	2	3	5
GÜMÜŞANE	-	2	2
HATAY	20	8	28
IÇEL	12	5	17
ISTANBUL	112	90	202
IZMIR	15	9	24
KARS	3	2	5
KAYSERİ	24	2	26
KIRŞEHİR	-	1	1
KOCAELİ	6	-	6
KONYA	2	1	3
KÜTAHYA	5	-	5
MALATYA	10	2	12
MANİSA	12	2	14
KAHR.MARAŞ	2	-	2
MARDİN	4	-	4
MUŞ	2	-	2
NİGDE	1	-	1
ORDU	5	-	5
RİZE	5	-	5
SAKARYA	1	-	1
SAMSUN	14	6	20
SIİRT	6	3	9
SİVAS	1	-	1
TOKAT	5	8	13
TRABZON	5	1	6
URFA	24	10	34
UŞAK	7	-	7
VAN	1	2	3
TUNCELİ	-	1	1
YOZGAT	-	1	1
ZONGULDAK	1	-	1
Total	470	236	706

temps en temps ils étaient obligés d'échanger des coups de feu. Les échauffourées continuèrent pendant plus d'une semaine et ne s'arrêtèrent que quand les forces de l'état eurent pris les trois usines.

Des milliers d'ouvriers et d'étudiants furent arrêtés et détenus dans le stade d'Izmir. Ceci n'était pas la première fois que les forces armées turques utilisaient des méthodes de style chilien. L'année dernière, des milliers de progressistes avaient été détenus dans le stade de la ville d'Istanbul pour n'avoir pas respecté la couvre-feu imposé par l'Armée en vue d'empêcher la célébration du Premier Mai.

Des centaines de détenus, y compris le populaire maire du district de Gultepe d'Izmir, Aydın Erten, furent soumis à la torture et aux mauvais traitements.

Au cours de la résistance héroïque des ouvriers de Tariş, un ouvrier, un étudiant et trois policiers furent tués et il y eut des centaines de blessés.

Comme le malaise social continuait à Izmir, le Premier Ministre Demirel poursuivit ses provocations en disant: "Les événements n'avaient rien à voir avec les problèmes et les droits des ouvriers. La seule réponse est d'écraser ces gens et de mettre fin à leurs actions."

Et le chef de l'Etat Major Général des Forces Armées Turques, Kenan Evren, intervint une fois de plus dans la politique et menaça ouvertement les ouvriers résistant et les forces démocratiques:

"Au lieu de combattre des ennemis extérieurs, nous sommes obligés de combattre des ennemis intérieurs. Pourquoi nous ne les écrasons pas en dépit de la loi martiale? Parce que nous ne désirons pas verser le sang. Si nous le décidons, nous pouvons en finir avec eux endéans un mois."

A la fin de son discours prononcé au cours d'exercices militaires effectués dans la région kurde, il leva son verre et déclara: "Heureux sont ceux qui disent 'Je suis Turc'!"

Ceci était aussi la première leçon devant être enseignée dans l'éducation militaire imposée à chaque citoyen turc dès l'âge de 7 ans. Cette première leçon impliquait que le malheur attendait ceux qui osaient dire "Je suis Kurde."

Deux jours après ce discours, le Conseil de Sécurité Nationale qui est composé de commandants de l'Armée et de quelques membres du gouvernement décida d'étendre la loi martiale et d'y inclure les provinces d'Izmir et de Hatay, respectivement à l'ouest et au sud de la Turquie.

Mais, puisque les raisons économiques et sociales continuent à exister, le régime de loi martiale ne sert pas à restaurer la loi ni l'ordre. En dépit des mesures répressives prises par le gouvernement Demirel, la terreur politique revendiqua 706 vies au cours de trois mois seulement. Ainsi le nombre total des victimes de la terreur politique monta à 2916. /.

Comme il a été expliqué dans le BULLETIN précédent, le but véritable de cette escalade militaire n'est pas d'arrêter la violence politique, parce que les organisateurs de cette terreur se trouvent précisément au coeur de l'Etat major Général des Forces Armées Turques. C'est le Département Contre-Guerilla qui soutient et protège les "Loups Gris" du Parti d'Action Nationaliste du Colonel Türkeş. La raison réelle de l'intervention militaire dans la politique est de supprimer tous les vestiges des droits et libertés démocratiques, de sorte que les forces démocratiques de Turquie ne soient plus capables de résister à la politique imposée par l'impérialisme et ses collaborateurs locaux.

Un régime dictatorial sur le modèle de l'Amérique Latine

Juste après avoir conclu un accord de coopération militaire et fait de la Turquie un tremplin pour l'impérialisme des USA dans le Moyen Orient, Washington décida de lier la Turquie au bloc occidental, également dans les domaines économique et politique.

Le 11 janvier 1980, l'éditorial de l'International Herald Tribune déclara: "La Turquie est la base pour 35% des renseignements électroniques que les USA récoltent sur l'Union Soviétique. Sa situation géographique au sud de la région pétrolifère de l'Union Soviétique, au nord de la péninsule d'Arabie, à l'ouest de l'Iran et à l'est de la Bulgarie, souligne d'une manière spectaculaire son importance. L'importance des 26 installations en Turquie augmenta l'année passée quand celles des USA en Iran furent fermées. Pour que la Turquie puisse jouer pleinement son rôle de protection du flanc sud-est de l'OTAN, il faut qu'elle soit stable. Le premier pas vers une stabilité politique, qui manque actuellement à la Turquie, est la stabilité économique. Un groupe de pays de l'OCDE, le FMI et la Banque Mondiale ont donné un soutien économique à la Turquie, mais cela n'a pas été suffisant."

Alors, les Etats Unis, commencèrent à plaider pour une aide européenne plus importante à la Turquie et même pour une entrée complète de la Turquie à la CEE. Et l'exécution de cette mission difficile a été confiée à l'Allemagne Fédérale.

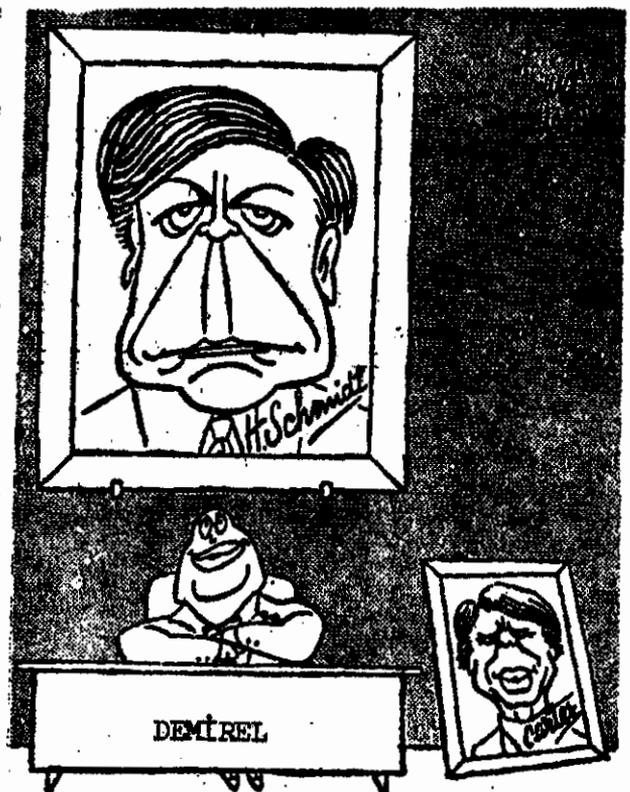
Dans une interview au Spiegel au début de février 1980, le Chancelier de l'Allemagne Fédérale, Helmut Schmidt déclara: "La Turquie a reçu le coup le plus dur, et est en même temps le partenaire et allié le plus important pour l'Allemagne. Nous ne sommes pas le pays le plus puissant du monde occidental, mais nous sommes celui qui a apporté le plus d'assistance à la Turquie. Nous sommes dans la meilleure position pour établir les meilleurs relations avec la Turquie."

Encouragée par les USA et l'Allemagne Fédérale, le Gouvernement Demirel révéla que, en plus de ses demandes d'aide financière, il demanderait, avant la fin de l'année, l'admission de la Turquie à la CEE à part entière.

Cette demande anticipée a provoqué beaucoup de murmures intérieurs à la Commission à Bruxelles, du fait que la Communauté doit déjà faire face à de grandes difficultés pour absorber la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Mais les USA et leurs partenaires européens font leur possible pour inclure la Turquie dans la communauté européenne.

Le gouvernement Demirel fait son possible afin d'écartier toutes les barrières devant le capital étranger qui voit dans la Turquie un marché et une source de main-d'oeuvre à bas prix.

Mais il y a un point crucial: Le public européen est-il prêt à bien accueillir un régime qui, comme le déclara Ecevit, deviens de plus en plus une dictature sur le modèle de l'Amérique Latine.



PERSECUTION DES INTELLECTUELS

ANKARA (ITA) - Le Président de l'Association des Employés de la Radio-TV turque (TRT-DER), Erkan Oyal, a été arrêté le 9 février par le Commandement de la Loi Martiale de la province d'Ankara. Il est accusé d'avoir émis des déclarations protestant contre l'arrestation des leaders d'une autre organisation démocratique de masse, l'Association de Tous les Enseignants (TÖB-DER).

Erkan Oyal était l'un des présentateurs éminents de la TV turque; mais, après le changement de gouvernement, il a été renvoyé de son poste malgré le fait qu'il avait obtenu le premier prix de presse de l'Association des Journalistes Progressistes. De plus, il n'a pas pu prendre part à la cérémonie de distribution des prix, du fait qu'il était en détention ce jour-là.

Au Théâtre d'Etat de Turquie, la nouvelle administration continue à appliquer des mesures répressives contre les artistes progressistes. Le 13 février 1980, trois dramaturges, Gülsen Karakatlioglu, Firuzan Özgen, Rıza Şahin, et deux autres artistes, Harzem Alan et Leyla Özcan furent pris en détention préventive par les autorités de la loi martiale. Plus tard, on apprit que les cinq artistes avaient été dénoncés par le nouveau Directeur Général, Cüneyd Gökçer comme étant les instigateurs des troubles au sein du théâtre.

Le nouveau directeur général renvoya aussi les directeurs des théâtres locaux d'état d'Istanbul, d'Izmir et de Bursa. De nombreux éléments des théâtres d'état ont été soumis à des mesures disciplinaires pour avoir protesté contre cette répression.

Récemment, la représentation de la pièce de Bertolt Brecht, "l'ascension d'Arthur Ui" fut interdite par la nouvelle administration du Théâtre d'Etat.

A Istanbul, le Procureur de la République a entamé une enquête sur un écrivain, Rıza Zelyut, au sujet de son livre intitulé "Un demi jour sans fin" qui expose les faits du massacre de Kızılder en 1972 (Huit militants du Front de Libération Populaire de Turquie et leurs trois otages anglais avaient été tués à Kızılder par les forces de sécurité). Le procureur de la République a également confisqué tous les exemplaires du livre. (C-DG-ET-13/2)

POSITION ANTI-DEMOCRATIQUE DE LA COUR DE LA CONSTITUTION A L'EGARD DU PEUPLE KURDE

ANKARA (ITA) - Une nouvelle décision de la Cour de la Constitution manifeste que même cet institut constitutionnel est encore très loin de reconnaître les droits fondamentaux et les libertés du peuple kurde en Turquie. Cela confirme une fois de plus que tout parti politique qui prétend qu'il y a une minorité basée sur des différences de nationalité, de religion ou de langue sera interdit.

La loi sur les Partis Politiques stipule qu'une telle prétention vise à détruire l'unité nationale de la République de Turquie.

Récemment, le Parti du Travail de Turquie (TEP) fut accusé de violer cette loi et le Procureur en Chef de la République demanda l'interdiction de ce parti. Sur ce, les leaders du parti demandèrent à la Cour de la Constitution de déclarer cette loi inconstitutionnelle et anti-démocratique. Mais la Cour rejeta la demande du parti et décida à l'unanimité que la-dite loi était entièrement constitutionnelle. Maintenant, le TEP est sous la menace d'interdiction.

Précédemment, en 1971, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) avait été interdit par la même cour sur la même accusation, c'est à dire d'avoir revendiqué l'existence du peuple kurde en Turquie et d'avoir défendu leurs droits fondamentaux.

D'autre part, le Parti Démocratique du Kurdistan demanda à l'Internationale Socialiste d'aider les peuples kurdes en Turquie, en Irak, en Syrie et en Iran à obtenir leurs droits fondamentaux. (M-C-BT-DG-ET-8/2)

2500 POLICIERS S'ATTENDENT A ETRE DESTITUES

ANKARA (ITA) - Le Ministère de l'Intérieur a lancé une enquête au sujet de 5500 policiers, et quelques 2,500 d'entre eux s'attendent à être destitués de leur service.

Quelques uns de ceux-ci sont accusés de différentes fautes ordinaires, mais la grande majorité d'entre eux a été soumise à des mesures disciplinaires pour avoir été impliqués dans des mouvements politiques et spécialement progressistes.

Les autorités de loi martiale avaient déjà interdit les organisations démocratiques des policiers (POL-DER). (H-C-DG-ET-3/2)

DEUX ORGANISATIONS DEMOCRATIQUES INTERDITES

ANKARA (ITA) - Les autorités de loi martiale continuent à interdire toutes les organisations démocratiques des employés de l'état. Après l'Association des Policiers (POL-DER) et l'Association de Tous les Enseignants (TÖB-DER), récemment deux autres organisations, l'Association de Tous les Employés de l'Etat (TÜM-DER) et l'Association des Elements Techniques (TÜTED) furent également interdites et tous leurs documents furent confisqués.

Le Président de la TÜTED, Aykut Göker et treize membres du Bureau exécutif furent arrêtés le 23 janvier 1980. (C-Y-DG-ET-31/1)

L'UNION DES BARREAUX DEMANDE LA SECURITE POUR LES AVOCATS TURCS

ANKARA (ITA) - Le nouveau bureau administratif de l'Union des Barreaux des Avocats publia un communiqué demandant la sécurité pour ses membres. "Depuis un certain temps, la violence politique a commencé à prendre pour cible les avocats qui essaient d'identifier et de faire condamner les vrais responsables des actes terroristes," déclarait le communiqué.

Récemment, l'avocat Adil Okur, membre du Barreau de la province d'Antalya et l'avocat Halil Sitki Güllüoğlu, membre du Barreau d'Adana furent assassinés malgré leurs demandes insistantes d'être protégés par les forces de sécurité. Güllüoğlu était l'avocat des victimes du massacre de Kahramanmaraş, perpétré à la fin de 1978. (C-DG-ET-11/2)

UNE REUNION SUR LES PROBLEMES DE LA JEUNESSE INTERDITE

ANKARA (ITA) - Un meeting organisé le 9 février 1980 par le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) sur les problèmes de la Jeunesse a été interdit par les autorités de la loi martiale d'Ankara.

Un autre meeting sur le même sujet eut lieu précédemment à Istanbul et se termina sans aucun incident. Malgré ce fait, les autorités de loi martiale interdirent le meeting sans justification convainquante.

Le Commandement de loi martiale de la province d'Ankara avait déjà fermé deux organisations progressistes de la jeunesse, l'Association des Avants Gardes Jeunes (GENÇ-ÖNCÜ) et l'Association de la Jeunesse Progressiste (IGD). (11-2)

DES INTELLECTUELS FRANCAIS LANCENT UN APPEL AU PRESIDENT KORUTURK

PARIS (ITA) - 383 intellectuels français lancèrent un appel au Président de la République de Turquie, Fahri Korutürk, qu'il mette fin à la campagne de répression contre les intellectuels de Turquie. ./.

Parmi les personnalités qui signèrent l'appel se trouvent Jean Paul Sartre, Simone de Beauvoir, l'économiste Maurice Godelier et Charles Bettelheim, l'orientaliste Louis Bazin, le juriste F. Demichel, l'historien Maxim Rodinson et Lanceloy.

Bappelant que la violence politique a fait environ mille victimes au cours d'une seule année, les intellectuels français déclaraient que ces assassinats visaient à réduire au silence l'intelligentsia turque. (H-M-UH-ET-6/2)

UN PAS EN AVANT DANS LE MOUVEMENT POUR LA PAIX EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Le "Comité pour la Paix" de Turquie a tenu à Istanbul les 26 et 27 janvier 1980 un meeting spécial élargi, avec la participation du président du Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP), Ahmet Kaçmaz et de la présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), Behice Boran.

Depuis sa fondation, le Comité pour la Paix avait suivi une ligne sectaire en excluant les leaders et les membres des deux partis socialistes en tant que membres. Même Madame Boran qui avait été le pionnier du mouvement de la Paix en Turquie et qui avait été condamnée à l'emprisonnement en 1951 comme présidente de la première organisation pour la Paix, n'avait pas été invitée aux travaux du nouveau comité.

Admettant les conséquences négatives de cette ligne, le bureau administratif du Comité pour la Paix changea récemment d'attitude et organisa les meetings anti-missiles en Turquie, en collaboration avec les deux partis socialistes.

La délégation turque pour la Paix qui prit part au meeting internationale du 9 décembre, à Bruxelles, contre les missiles nucléaires était formée de représentants du TIP, du TSIP et du Comité pour la Paix de Turquie. (Y-DG-5/2)

ECEVIT CONTRE LE BOYCOTT TURC DES JEUX OLYMPIQUES

ANKARA (ITA) - Bülent Ecevit, ancien Premier Ministre et leader principal de l'opposition turque déclara, le 1er février 1980 qu'il était contre le boycott par la Turquie des Jeux Olympiques de Moscou en raison des événements en Afghanistan.

Répondant à une question au sujet du boycott, Ecevit déclara qu'il considérait les jeux olympiques et autres manifestations sportives comme un facteur important de rencontre de gens de différents pays et de nationalités différentes. "Je crois qu'il est utile pour la paix mondiale et le développement de l'humanité de garder ces manifestations sportives séparées des considérations politiques" affirma l'ancien Premier Ministre.

Le Gouvernement turc n'a pas encore pris clairement position sur le problème, et selon certaines sources diplomatiques, il ne prendra une décision finale qu'après avoir vu la réaction des autres pays.

Position des partis socialistes de Turquie à propos des événements d'Afghanistan

Les deux partis socialistes de Turquie, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et le Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP) ont manifesté tous les deux leur solidarité avec le nouveau régime afghan et ont déclaré que l'assistance militaire soviétique avait une importance vitale pour la défense des gains révolutionnaires du peuple afghan.

A la fin du meeting des représentants provinciaux du TIP, tenu le 9 février 1980, le Comité Exécutif Central du parti communiqua un document volumineux analysant les problèmes externes et internes et fit appel à toutes les forces socialistes de Turquie, leur demandant de s'unir en un seul parti de la classe ouvrière basé sur des principes socialistes scientifiques et de former ./.

un seul front anti-impérialiste et anti-fasciste sur la base d'une alliance ouvrière-paysanne.

Dans ce document, le TIP, soulignant les complots des USA au Moyen Orient, justifiait le changement de gouvernement en Afghanistan et l'assistance militaire soviétique au nouveau régime:

"Le changement de gouvernement en Afghanistan et le fait que l'Union Soviétique augmenta dans une large mesure son assistance qui était accordée conformément à l'internationalisme prolétarien en vue de supprimer la rébellion contre-révolutionnaire de seigneurs féodaux, représentent un nouveau coup porté à l'impérialisme. L'administration du président renversé Hafizullah Amin, au lieu d'isoler le mouvement contre-révolutionnaire des forces féodales, soutenu par les USA, la Chine et le régime militaire réactionnaire du Pakistan, provoqua la division des forces nationales démocratiques et donna aux forces féodales l'opportunité d'agir à la manière de l'opposition des forces islamiques. En renversant le régime répressif d'Amin, un progrès solide de la révolution du peuple afghan a été assuré."

Message d'Erich Honecker au TIP

Les relations fraternelles entre le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et les partis ouvriers de nombreux pays progressent régulièrement.

Récemment, le Secrétaire Général du Comité Central du Parti Socialiste Unifié d'Allemagne et Président du Conseil d'Etat de la République Démocratique allemande Erich Honecker, et la Présidente du TIP, Behice Boran échangèrent des messages de solidarité à l'occasion du 30ème anniversaire de la proclamation du République Démocratique allemande.

Avant cela, le TIP et le Parti Communiste de Bulgarie avaient échangé des messages à l'occasion de la visite de Todor Jivkov en Turquie.

De plus, la présidente du TIP se rendit récemment à Moscou et à Sofia pour participer à des conférences internationales organisées dans ces deux villes.

(C-Y-DG-DN-ET-15/2)

POUR CONNAITRE LES FAITS DE TURQUIE

L'AGENCE INFO-TÜRK est un collectif d'édition créé et pris en charge par des progressistes de Turquie à l'étranger. Elle publie les BULLETINS mensuels en quatre langues (français, anglais, allemand et néerlandais) pour informer l'opinion mondiale des problèmes et des luttes du peuple de Turquie, et un autre BULLETIN en langue turque sur les problèmes des travailleurs turcs émigrés.

ABONNEMENT ANNUEL POUR CHAQUE LANGUE

200 FB aux pays Bénélux

250 FB à l'étranger

Virement ou mandat de poste au compte de banque:

BBL 310-0148714-02 - Bruxelles

Correspondance:

INFO-TÜRK

13/2, Square Wiser - 1040 Bruxelles - BELGIQUE